



Le « Grand dialogue national » a pris ses quartiers au Palais des congrès de Yaoundé depuis le 30 septembre dernier.

Dans son allocution de circonstance, Nfon Victor Mukete n'a pas manqué de faire des nouvelles déclarations qui rament à contre-courant de l'actuel système de gouvernance. « **La sécession n'est pas à l'ordre du jour et le fédéralisme n'est pas une option radicale** », a lancé Nfon Victor Mukete, cité par nos confrères du quotidien Mutations.

« **Nous devons trouver une solution de gouvernance qui réponde aux vœux de participation des populations au niveau régional et local** », a ajouté le vieux sénateur du parti au pouvoir RDPC, âgé aujourd'hui de 100 ans.

Pour cet acteur majeur de la réunification dans les années 1960, la suppression du fédéralisme a été, une demande de l'Etat fédéral du Cameroun occidental, et non une démarche unilatérale d'Ahmadou Ahidjo. Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest n'ont jamais constitué une entité unique, même sous administration britannique. Par conséquent, dit le chef suprême des Bafaw (Sud-ouest) « **il faut restituer la vérité historique** ».

Le débat sur la forme de l'Etat s'est invité au grand dialogue national dès le premier jour des assises, Les premiers échanges en plénière ont très vite tourné en débats houleux et prises de

positions tranchées qui ont poussé plusieurs fois le Premier ministre Joseph Dion Ngute, qui présidait la séance, à recadrer le cadre des pourparlers.

Rappelons que le patriarche Victor Mukete, militant du RDPC et doyen d'âge au Sénat, a toujours revendiqué le fédéralisme à dix états, Yaoundé quant à lui continue de camper sur ses positions, l'accélération de la décentralisation